

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: 

ces spéciales en Jordanie

La surprise d'Octobre: Israël et les Etats-Unis se préparent à frapper l'Iran

La réforme de la politique migratoire à Cuba

De [Salim Lamrani](#)

Région : Amérique latine & Caraïbe

Global Research, 01 novembre 2012

[Opera Mundi](#)

Like 26

2

Convert
Videos

1) Click the download button
2) This will take you to our website
3) Download the product
Advertisement

Download 

Suite à la réforme de la politique migratoire à Cuba, les habitants de l'île n'auront plus besoin d'autorisation des autorités pour voyager à l'étranger. De la même manière, les Cubains pourront rester 24 mois consécutifs hors du territoire national et même prolonger leur séjour.

A partir du 14 janvier 2013, une nouvelle politique migratoire entrera en vigueur à Cuba. Longtemps attendue, cette réforme, qui répond à une aspiration de la population, facilitera les voyages à l'étranger pour les Cubains. Ces derniers n'auront plus besoin de la fameuse « Carte blanche », autorisation de sortie du territoire délivrée par les autorités, d'un montant de 150 dollars. De la même manière, il ne sera plus nécessaire d'obtenir une « lettre d'invitation » (200 dollars) de la part d'un ressortissant étranger pour quitter le pays[1].

Désormais, pour voyager à l'étranger, les Cubains nécessiteront simplement un passeport (valable 6 ans) au prix de 100 pesos cubains (4€), un visa du pays d'accueil et les ressources financières pour découvrir le monde pendant deux ans, sans autre formalité, contre 11 mois auparavant. Au-delà de ce délai de 24 mois, les personnes souhaitant prolonger leur séjour hors du territoire national, pourront le faire auprès du consulat local. Elles pourront également rentrer à Cuba et repartir pour un autre séjour d'une durée similaire, renouvelable indéfiniment[2].

Une politique migratoire historiquement liée à la politique étrangère des Etats-Unis

Contrairement à une idée reçue, l'autorisation de sortie du territoire n'a pas été instaurée par le gouvernement révolutionnaire en 1959. En effet, comme le rappelle Max Lesnik, directeur de Radio Miami, elle date de 1954 et avait été mise en place par le régime militaire de Fulgencio Batista. Cette disposition avait été maintenue lors de l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro pour limiter, entre autres, la fuite des cerveaux à destination des Etats-Unis[3].

En effet, dès le triomphe de la Révolution, les Etats-Unis ont utilisé le phénomène migratoire comme outil pour déstabiliser Cuba, en accueillant dans un premier temps les criminels de guerre et les dignitaires corrompus de l'ancien régime, mais également en favorisant la fuite des cerveaux. Ainsi, en 1959, Cuba comptait 6 286 médecins. Parmi ces derniers, 3 000 avaient choisi de quitter le pays pour se rendre aux Etats-Unis, attirés par les opportunités professionnelles que leur offrait Washington. Au nom de la guerre politique et idéologique qui l'opposait au nouveau gouvernement de Fidel Castro, l'administration Eisenhower avait décidé de vider la nation de son capital humain, au point de créer une grave crise sanitaire[4].

A ce sujet, le personnel hautement qualifié candidat à l'émigration devra en revanche obtenir une autorisation des autorités migratoires. Le Décret-loi 302 prévoit ce type de restrictions pour « préserver la force de travail qualifiée pour le développement économique, social et scientifico-technique du pays, ainsi que pour la sécurité et la protection de l'information officielle[5] ».

Les médecins sont particulièrement concernés. En effet, depuis 2006, le Programme médical cubain (CMPP) établi par l'administration Bush et maintenu par Barack Obama, est destiné à amener les médecins cubains en mission à l'étranger à abandonner leur poste, en leur offrant la perspective d'exercer leur profession aux Etats-Unis, privant la nation cubaine d'un précieux capital humain[6]. A ce jour, plusieurs centaines de médecins cubains, notamment en poste au Venezuela, se sont laissé tenter par l'offre[7].

Cette politique s'inscrit dans la guerre économique que les Etats-Unis mènent contre Cuba depuis 1960, avec l'imposition de sanctions extrêmement sévères – à la fois rétroactives et extraterritoriales, donc contraires au droit international – qui affectent toutes les catégories de la société cubaine, en particulier les plus vulnérables. En effet, les services médicaux dispensés

La une

Le nouveau plan du Pentagone pour affronter la marée rose en Amérique Latine

Show électoral aux USA

Les attentats à la bombe au Liban sont liés à la guerre civile en Syrie

Wissam Al Hassan, la dague du dispositif sécuritaire saoudien au Proche orient.

L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs

Venezuela : Pourquoi Hugo Chavez a remporté les élections

L'Islande et le refus de l'austérité

Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?

Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales

Tous les articles

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*

Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs



Suivre Mondialisation.ca



Mondialisation.ca sur Twitter

Elections USA et alentours <http://t.co/K7KukHhf> about 23 hours ago from [Tweet Button](#)

Suivre @CRM_CRG 326 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



America's "War on Terrorism"

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Globalization of Poverty and the New World Order

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation

by F. William Engdahl

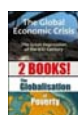
[Buy Now!](#)



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



The Global Economic Crisis

by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

[Buy Now!](#)

Boutique en ligne

par les médecins cubains hors des frontières nationales constituent la première source de revenus de la nation, bien avant le tourisme, les transferts d'argent de la communauté cubaine de l'étranger ou le nickel[8].

Du côté des Etats-Unis, le Département d'Etat n'a pas manqué de critiquer les restrictions imposées, entre autres, aux professionnels de la santé, pour contrer la politique étasunienne destinée à priver Cuba de ses meilleurs éléments, au nom du conflit qui oppose les deux nations depuis plus d'un demi-siècle. Victoria Nuland, porte-parole de la diplomatie étasunienne, a réagi à ce propos : « Nous devons signaler que le gouvernement cubain n'a pas levé les mesures actuellement en vigueur pour préserver ce qu'il qualifie de 'capital humain' créé par la Révolution », a-t-elle rappelé[9].

De la même manière, Nuland a déclaré que la politique migratoire des Etats-Unis vis-à-vis de Cuba ne serait pas modifiée et que la loi d'Ajustement cubain serait maintenue, tout en demandant aux Cubains « de ne pas risquer leur vie[10] », en traversant illégalement le détroit de Floride. Néanmoins, Nuland n'échappe pas à la contradiction. En effet, selon cette législation, unique au monde, adoptée par le Congrès étasunien le 2 novembre 1966, tout Cubain entrant légalement ou illégalement aux Etats-Unis, pacifiquement ou par la violence, le 1^{er} janvier 1959 ou après, obtient automatiquement au bout d'un an le statut de résident permanent et diverses aides sociales[11].

Cette loi, dénoncée par Havane, constitue un formidable outil d'incitation à l'émigration pour les Cubains et prive la nation d'une partie de sa population active et qualifiée. En même temps, elle oblige les Cubains à risquer leur vie en traversant illégalement et dans des conditions précaires le Détroit de Floride. En effet, au lieu d'accorder un visa à tout candidat à l'émigration, ce qui répondrait pleinement à la philosophie de la loi d'Ajustement cubain, les Etats-Unis limitent leur nombre à 20 000 par an, conformément aux accords signés avec La Havane en 1994[12]. Dans le même temps, Washington refuse d'abroger la loi d'Ajustement cubain qui permet aux Cubains de s'installer définitivement aux Etats-Unis sans nécessiter de visa.

Une nouvelle ère pour les Cubains

La réforme de la politique migratoire offre aux Cubains une plus grande liberté pour voyager à l'étranger, même si, contrairement à une idée reçue, entre 2000 et le 31 août 2012, sur un total de 941 953 demandes d'autorisation de sortie du territoire, 99,4% ont été satisfaites. Seules 0,6% des personnes se sont vu refuser un voyage. De la même manière, il n'existe pas de propension particulière des Cubains à émigrer. En effet, l'immense majorité des Cubains qui voyagent à l'étranger choisissent de rentrer au pays. Ainsi, sur les 941 953 personnes ayant quitté le territoire national entre 2000 et 2012, seules 12,8% ont choisi de s'établir à l'étranger, contre 87,2% qui sont revenues à Cuba[13].

Par ailleurs, il sera également plus facile pour les Cubains de revenir dans leur pays d'origine. En effet, le permis d'entrée, adopté en 1961 pour des raisons de sécurité nationale, à une époque où les exilés cubains sous contrôle de la CIA multipliaient les actes de terrorisme et de sabotage dans l'île, et où l'immense majorité des candidats au départ étaient motivés par des raisons politiques, sera supprimé[14].

Désormais, la plupart des cubains vivant à l'étranger ne sont pas des exilés hostiles mais des émigrés dits économiques, qui aspirent à des relations normales et apaisées avec leur pays d'origine. Ces derniers pourront également rentrer dans l'île autant de fois qu'ils le souhaitent, comme c'était le cas auparavant, mais désormais sans devoir passer par des démarches administratives obsolètes.

Par ailleurs, la seule catégorie de Cubains qui n'est pas encore autorisée à rentrer dans son pays d'origine – les dénommés « balseros », qui ont quitté le territoire national au début des années 1990 en pleine « Période spéciale », étape qui suivit la disparition de l'Union soviétique et marquée par de graves difficultés économiques à Cuba, dans un contexte de recrudescence de l'hostilité des Etats-Unis – pourront désormais rentrer dans l'île. Il en sera de même pour les médecins et sportifs de haut niveau ayant choisi de quitter le pays lors d'un séjour à l'étranger. Les derniers obstacles administratifs empêchant le retour de ces émigrés seront levés en janvier 2013[15].

La réforme migratoire qui entrera en vigueur le 14 janvier 2013 répond à une aspiration nationale des Cubains, lesquels souhaitent édifier une société plus ouverte, avec moins de restrictions, et disposer d'une plus grande liberté de voyager. Elle s'inscrit dans le processus de profonds changements économiques initiés en 2010, qui donnent la possibilité aux Cubains de posséder leur propre commerce. En effet, de nombreux Cubains souhaitent émigrer temporairement à l'étranger, réunir les fonds nécessaires et retourner à Cuba pour y établir un petit commerce. Depuis 2010, chaque année, près de 1 000 Cubains installés à l'étranger choisissent de rentrer au pays et de s'établir de façon définitive dans l'île. La nouvelle politique migratoire met fin des obstacles bureaucratiques inutiles et permet de normaliser peu à peu les relations entre la nation cubaine et son émigration.[16].

Salim Lamrani

Article original en portugais :

<http://operamundi.uol.com.br/conteudo/opinia/25185/a+reforma+da+politica+migratoria+em+cuba.shtml>

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, **Salim Lamrani** est Maître de conférences à l'Université de la Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son dernier ouvrage s'intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

[1] Decreto-Ley n°302, 16 octobre 2012. http://www.prensa-latina.cu/Dossiers/ley-migratoria_cuba_2012.pdf (site consulté le 21 octobre 2012).

[2] *Ibid.* ; Dirección de Inmigración y Extranjería, , « Información útil sobre trámites migratorios », Ministerio de Interior de la República de Cuba, octobre 2012.

[3] Max Lesnik, « Adiós la 'Tarjeta Blanca' », *Radio Miami*, 16 octobre 2012.

[4] Elizabeth Newhouse, « Disaster Medicine : U.S. Doctors Examine Cuba's Approach », *Center for International Policy*, 9 juillet 2012. <http://www.ciponline.org/research/html/disaster-medicine-us-doctors-examine-cubas-approach> (site consulté le 18 juillet 2012).

[5] Decreto-Ley n°302, *op. cit.*

[6] United States Department of State, « Cuban Medical Professional Parole Program », 26 janvier 2009. <http://www.state.gov/p/wha/rls/fs/2009/115414.htm> (site consulté le 21 octobre 2012).

[7] Andrés Martínez Casares, « Cuba Takes Lead Role in Haiti's Cholera Fight », *The New York Times*, 7 novembre 2011.

[8] Salim Lamrani, *Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Editions Estrella, 2011.

[9] Agence France Presse, « EEUU saluda flexibilización de la política migratoria en Cuba », 16 octobre 2012.

[10] Juan O. Tamayo, « Cuba cambia las reglas migratorias y elimina el permiso de salida », *El Nuevo Herald*, 16 octobre 2012.

[11] United States Department of State, « Cuban Adjustment Act », 2 novembre 1966. http://www.state.gov/www/regions/wha/cuba/publiclaw_89-732.html (site consulté le 21 octobre 2012).

[12] Ruth Ellen Wasen, « Cuban Migration to the United States : Policy and Trends », *United States Congress*, 2 juin 2009. <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40566.pdf> (site consulté le 21 octobre 2012).

[13] *Cuba Debate*, « Cuba seguirá apostando por una emigración legal, ordenada y segura », 25 octobre 2012.

[14] Decreto-Ley n°302, *op. cit.*

[15] Max Lesnik, « ¿Y los 'Balseros' qué? », *Radio Miami*, 16 octobre 2012. *Cuba Debate*, « Cuba seguirá apostando por una emigración legal, ordenada y segura », *op.cit.*

[16] Fernando Ravsberg, « Finalmente llega la reforma migratoria », *BBC Mundo*, 18 octobre 2012.

LIC Life Insurance Plans

Invest Rs.543/Month & Get Rs. 1 Cr. Life Cover+Medical Benefit. Buy Now
LIC.TermInsuranceIndia.co.in

-- Like 26

--

--

2

Articles de :

Sur le même sujet:



Les sanctions économiques étatsuniennes contre Cuba : l'échec d'une politique cruelle et irrationnelle

70% des Cubains sont nés sous l'embargo (bloqueo).

La communauté internationale est unanime à ce sujet. L'Assemblée générale des Nations unies a voté durant 15 années consécutives, à une majorité sans cesse croissante, pour la levée des sanctions économiques étatsuniennes qui frappent impitoyablement l'ensemble de la population cubaine et notamment les secteurs les plus vulnérables....

Cuba sur la liste des États « terroristes »?

La politique cubaine des États-Unis a été un échec lamentable. Elle n'a jamais atteint son objectif premier : défaire et abattre la révolution qui a triomphé à Cuba en janvier 1959. Plusieurs analystes ont reconnu le fiasco. Des membres du Congrès ont réclamé des changements, ne serait-ce que pour la rendre plus efficace....

Assistance médicale de Cuba aux victimes du séisme meurtrier en Haïti

Luanda – Plus de 60 travailleurs cubains de la santé apportent une assistance médicale à la population haïtienne, après avoir été sécuée par un séisme meurtrier, a déclaré lundi, à Luanda, l'ambassadeur de Cuba en Angola, Pedro Ross Leal.

Dans une déclaration à la conférence de presse, Ross Leal a précisé que les médecins cubains avaient commencé à rendre leur service dès les premiers moments, après le séisme survenu le 12 janvier dernier, en Haïti.

Selon lui, jusque le 14 janvier, 1.987 malades ont été soignés et ils ont réalisé 111 interventions chirurgicales en cinq zones de la capitale Port-au-Prince.

Pour renforcer l'aide, a-t-il déclaré, s'est joint au groupe de Cubains, plus de 400 jeunes Haïtiens formés en médecine à Cuba, dans le but d'aider à sauver des vies.

Pour apporter l'aide au peuple d'Haïti, le diplomate a confirmé l'information publiée sur l'approbation par les autorités Cubaines d'utiliser l'espace aérien cubain en territoire oriental par les avions américains.

Dans cette perspective, a dit le diplomate, Cuba est disposé à coopérer avec toutes les nationalités, sur le sol haïtien, notamment le Venezuela, la Namibie, la Norvège, la Chine, la République dominicaine, le Mexique et la Russie, pour venir en aide aux victimes du séisme.

Rappelons qu'un important séisme de magnitude 7,0 sur l'échelle de Richter a frappé Haïti, le pays le plus pauvre d'Amérique, mardi dernier, le 12 janvier dernier faisant plus de 200 morts et d'innombrables blessés....

Présentation du livre Fidel Castro Cuba et les Etats-Unis

Association
RACINES CUBAINES-RAÍCES CUBANAS
Invitation à la présentation du livre
Fidel Castro Cuba et les Etats-Unis

Conversations entre
Ricardo Alarcón de Quesada, président de l'Assemblée nationale cubaine et Salim Lamrani, enseignant, écrivain et journaliste français, spécialisé dans les relations entre Cuba et les États-Unis....

« Cuba. Ce que les médias ne vous diront jamais »: Un livre dense et argumenté

Salim Lamrani n'en est pas à son coup d'essai avec cet ouvrage. Ce n'est pas un inconnu de nos lecteurs ni de ceux de nos amis qui ont pu assister à l'une ou l'autre de ses toujours passionnantes conférences. Ce livre est sorti depuis un an....

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Salim Lamrani, Opera Mundi, 2012

English Français
Español Italiano
Deutsch Português
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Les plus partagés

Liens

Contactez-nous

Themes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique
Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Geographic Region

États-Unis
Canada
Moyen Orient
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Asie
Océanie

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2012 Mondialisation.ca